

DELIBERATION N° DEL-2020-73

Portant approbation du protocole de débouclage de la procédure de défiscalisation

LE COMITE SYNDICAL,

- VU la loi organique modifiée n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie, publiée au journal officiel de la Nouvelle-Calédonie le 24 mars 1999 et notamment l'article 54 ;
- VU la loi organique modifiée n° 99-210 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie, publiée au journal officiel de la Nouvelle-Calédonie le 24 mars 1999 et notamment son article 9 ;
- VU le Code des communes de la Nouvelle-Calédonie et notamment ses articles L.122-11 et L.411-1 ;
- VU la délibération n° 30-2010/APS du 12 août 2010 de l'Assemblée de la province Sud relative à la participation de la province Sud au Syndicat Mixte de Transports Urbains du Grand Nouméa ;
- VU les délibérations concordantes n° 53/10/VIII du 05 août 2010 de la commune du Mont-Dore, n° 2010/235 du 11 août 2010 de la commune de Dumbéa, n° 2010/850 du 26 août 2010 de la commune de Nouméa, n° 2010/68 du 19 août 2010 de la commune de Païta décidant de constituer le Syndicat Mixte des Transports Urbains du Grand Nouméa en approuvant les statuts et formalisant leur volonté de s'associer au sein d'un syndicat ayant pour objet l'organisation, la gestion et l'exploitation des services publics réguliers de transports en commun routiers, ferrés et maritimes et de transports scolaires du secondaire sur le territoire des communes de Dumbéa, Mont-Dore, Nouméa et Païta ;
- VU les délibérations concordantes n° 2010-840 du 26 août 2010 de la commune de Nouméa, n° 51-10-VIII du 05 août 2010 de la commune du Mont-Dore, n° 2010-233 du 11 août 2010 de la commune de Dumbéa, n° 2010-66 du 19 août 2010 de la commune de Païta relatives à la dissolution de Transco ;
- VU la délibération n° 2010/28 du 16 août 2010 du Syndicat Intercommunal du Grand Nouméa (SIGN) portant modification de ses statuts ;
- VU l'arrêté HC/DAIRCL N°51 du 30 août 2010 du Haut-Commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie autorisant la création du « Syndicat Mixte des Transports Urbains du Grand Nouméa » (SMTU) ;
- VU l'arrêté HC/DAIRCL N°56 du 21 octobre 2015 portant modification des statuts du Syndicat Mixte des Transports Urbains du Grand Nouméa (SMTU) ;
- Vu les statuts du Syndicat Mixte des Transports Urbains du Grand Nouméa (SMTU) modifiés ;
- VU le Procès-Verbal de la Commission d'Appel d'Offres du 26 octobre 2016 d'ouverture des offres pour le marché défiscalisation LODEOM – Prestations de services sur l'arrangement de l'opération de financement en défiscalisation du matériel roulant BHNS et des systèmes d'exploitation Tanéo ;
- VU le Procès-Verbal de la Commission d'Appel d'Offres du 8 novembre 2016 d'analyse des candidatures pour le marché de défiscalisation LODEOM – Prestations de services sur l'arrangement de l'opération de financement en défiscalisation du matériel roulant BHNS et des systèmes d'exploitation Tanéo ;
- VU le procès-verbal de la Commission d'Appel d'Offres du 22 novembre 2016 pour l'attribution du marché de défiscalisation LODEOM – Prestations de services sur l'arrangement de l'opération de financement en défiscalisation du matériel roulant BHNS et des systèmes d'exploitation Tanéo ;
- VU la délibération n° DEL-2016-72 du 22 novembre 2016 portant autorisation du Président à signer le marché de défiscalisation LODEOM – prestations de services sur l'arrangement de l'opération de financement en défiscalisation du matériel roulant BHNS et des systèmes d'exploitation ;
- VU la note explicative de synthèse n°NS-2020-39-DEL ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE 1 : OBJET

La sortie de la procédure de défiscalisation est approuvée ainsi que le protocole de débouclage correspondant.

ARTICLE 2 : AUTORISATIONS DE SIGNATURE

Le comité syndical autorise le Président à signer le protocole de débouclage permettant la sortie de la procédure de défiscalisation.

ARTICLE 3 : VOIE ET DELAI DE RECOURS

Le délai de recours devant le Tribunal Administratif de Nouvelle-Calédonie contre le présent acte est de deux mois à compter de sa publication, de son affichage ou de sa notification.

Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 4 : EXECUTION

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera enregistrée, transmise à Madame le Commissaire délégué de la République pour la province Sud, au trésorier de la province Sud, notifiée à la province Sud, aux communes de Nouméa, Mont-Dore, Dumbéa et Païta, et publiée par voie d'affichage.

DELIBERE EN SEANCE PUBLIQUE, le - 1 OCT. 2020
POUR EXTRAIT CONFORME

Le Président

Marc ZEISEL

Le président certifie le caractère exécutoire de cet acte compte tenu de sa publication le - 6 OCT. 2020
Et de sa transmission au représentant de l'Etat le

Ampliations :

Com. délégué province Sud	.....	1
Trésorier de la province Sud	.....	1
Province Sud	.....	1
Commune de Nouméa	.....	1
Commune du Mont-Dore	.....	1
Commune de Païta	.....	1
Commune de Dumbéa	.....	1

- 6 OCT. 2020

Le Directeur Général
par intérim

Hugues GEORGELIN